Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2018

Table des matières

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation du rapport
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs
  - Changements importants quant aux autorisations
  - Changements importants quant aux dépenses
- Risques et incertitudes
- Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes
- Approbation des cadres supérieurs
- Annexes A et B

Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction tel que l'exige l'article 65.1 de la Loi sur la gestion des finances publiques, et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables, GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Ce rapport financier trimestriel devrait être lu de concert avec le Budget principal des dépenses et les rapports financiers trimestriels précédents. Pour en apprendre davantage sur BCP, veuillez visiter le site Web du BCP à l'adresse http://www.bcp.gc.ca.

Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen, mais a été partagé avec le Comité ministériel de vérification du BCP et il tient compte des observations fournies par les membres du Comité.

Mandat

Le BCP soutient l'élaboration et la mise en œuvre des programmes stratégique et législatif du gouvernement du Canada, coordonne la prise de mesures en réaction aux problèmes auxquels doivent faire face le gouvernement et le pays, et contribue au bon fonctionnement du Cabinet. Le BCP est dirigé par le greffier du Conseil privé, qui est également secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique.

Le BCP a pour mandat de servir le Canada et la population canadienne en conseillant et en appuyant le Premier ministre, les ministres du portefeuille et le Cabinet.

Le BCP exerce trois grands rôles:

1.Conseiller de manière professionnelle et non partisane le Premier ministre, les ministres du portefeuille, le Cabinet ainsi que ses comités sur les questions d'envergure nationale et internationale.

2.Assurer le bon fonctionnement du processus décisionnel du Cabinet et faciliter la mise en œuvre du programme du gouvernement.

3.Encourager un rendement élevé et la responsabilisation au sein de la fonction publique.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2018

Méthode de présentation du rapport

Ce rapport trimestriel a été préparé par la direction en utilisant une comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint à ce rapport inclut les autorisations de dépenser du BCP accordées par le Parlement et utilisées par le ministère, de manière cohérente avec le *Budget principal des dépenses* pour l'exercice 2018-2019. Ce rapport financier trimestriel a été préparé en utilisant un référentiel à usage particulier (sur une base de comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

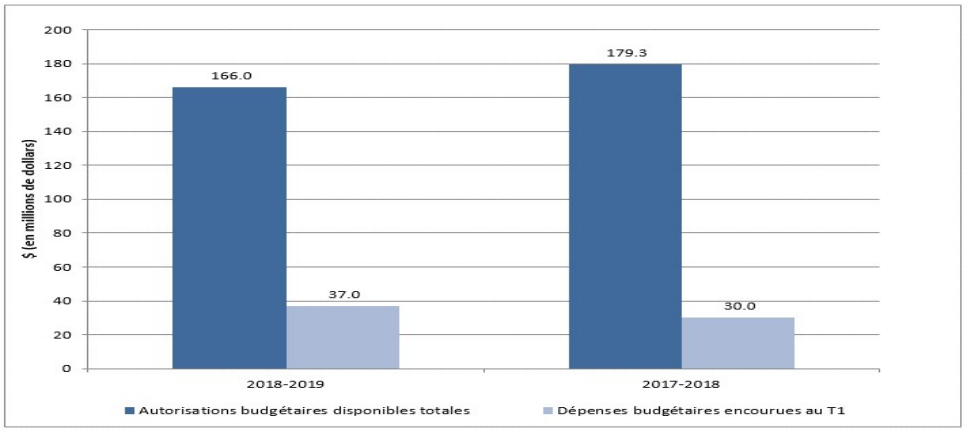
Le BCP utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels [1] lesquels font partie du processus de rapport sur le rendement ministériel. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Cette section met en lumière les points significatifs qui ont contribué à l'augmentation ou à la diminution nette des autorisations disponibles pour l'année et des dépenses réelles pour le trimestre ayant pris fin le 30 juin 2018.

Le BCP a dépensé environ 22 % de ses autorisations disponibles à la fin du premier trimestre, comparativement à 17 % durant le même trimestre en 2017-2018 (voir graphique 1 ci-dessous).

Graphique 1 : Comparaison des autorisations budgétaires disponibles totales et des dépenses budgétaires nettes totales au premier trimestre des exercices 2018-2019 et 2017-2018



[1] Les notes afférentes aux états financiers ministériels annuels comprennent un rapprochement entre les résultats selon la comptabilité d'exercice intégrale et les autorisations de dépenser.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

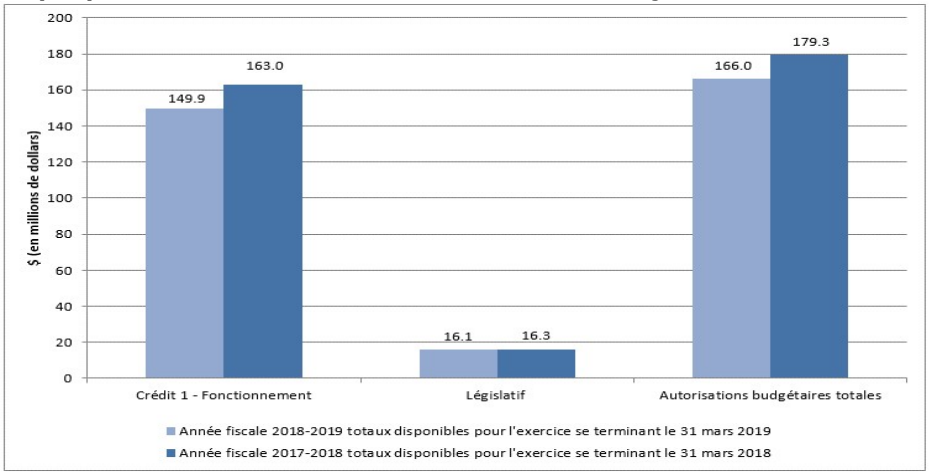
Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2018

Changements importants quant aux autorisations

D'après le graphique 2 ci-dessous au 30 juin 2018 et le tableau 1, présenté à la fin de ce document, les autorisations totales dont disposait le BCP s'élevaient à 166,0 millions de dollars en 2018-2019, comparativement à 179,3 millions de dollars au 30 juin 2017, soit une diminution nette de 13,3 millions de dollars ou 7 %.

Graphique 2 : Variance dans les autorisations au 30 juin 2018



La diminution nette de 13,3 millions de dollars dans les autorisations s'explique principalement par :

Baisse en autorisations

• 20,2 millions de dollars pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;

• 5,6 millions de dollars pour le projet de contrôle d'accès et de sécurité physique;

• 0,3 million de dollars pour la Stratégie du Canada en matière de prévention du passage de clandestins.

Augmentation en autorisations

• 9,4 millions de dollars pour le projet de modernisation des technologies de l'information du BCP et d'autres changements organisationnels;

• 1,3 million de dollars pour la mise en œuvre de l'initiative Impact Canada en créant un centre d'expertise au BCP;

• 1,1 million de dollars pour l'établissement d'un secrétariat de la communauté lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, allosexuelle et bispirituelle (LGBTQ2) au BCP;

• 1,0 million de dollars pour la création d'un secrétariat appuyant un Groupe de travail des ministres chargés d'examiner les lois et les politiques concernant les peuples autochtones.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2018

Changements importants dans les dépenses du trimestre

Les dépenses cumulatives comptabilisées à la fin du premier trimestre ont augmenté de 6,9 millions de dollars, ou 23 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent (de 30,0 millions de dollars en 2017-2018 à 36,9 millions de dollars en 2018-2019). Le tableau 1 présente les dépenses budgétaires par article courant.

Tableau 1

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2018-2019 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018	Exercice 2017-2018 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2017	Variation en $	Variation en %
Personnel	29 843	24 285	5 558	23 %
Transports et communications	835	857	(22)	(3 %)
Information	521	403	118	29 %
Services professionnels et spéciaux	4 422	2 846	1 576	55 %
Location	439	527	(88)	(17 %)
Services de réparation et d'entretien	(305)	31	(336)	(1084 %)
Services publics, fournitures et approvisionnements	122	73	49	67 %
Acquisition de machines et de matériel	568	516	52	10 %
Paiement de transfert	132	0	132	-
Autres subventions et paiements	380	480	(100)	(21 %)
Dépenses budgétaires brutes totales *	**36 957**	**30 017**	**6 940**	**23 %**

** Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués*

Personnel
L'augmentation globale de 5,6 millions de dollars des dépenses en personnel est liée aux dépenses pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et à une augmentation des contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Services professionnels et spéciaux
L'augmentation de 1,6 million de dollars est principalement attribuable aux dépenses pour l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et pour des services techniques informatiques.

Réparation et entretien
La diminution de 0,3 million de dollars est attribuable à une transaction de recouvrement avec un autre ministère dont le montant a été surévalué et qui sera ajusté dans le rapport du deuxième trimestre.

Paiements de transfert
L'augmentation de 132 mille de dollars des paiements de transfert est attribuable aux dépenses associées aux activités de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Risques et incertitudes

Les principaux risques financiers reposent sur le financement d'initiatives visant à traiter des enjeux pouvant se présenter de façon inattendue. Étant donné son rôle de coordination, il est attendu du BCP qu'il lance ces initiatives à court préavis, et qu'il gère soit les dépenses nécessaires au moyen de ses propres autorités de dépenser, soit la trésorerie en attendant l'approbation de l'augmentation du pouvoir de dépenser.

Bureau du Conseil privé

Rapport financier trimestriel

Compte rendu soulignant les résultats, les risques et les changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

Pour le trimestre se terminant le 30 juin 2018

Le BCP fournit un soutien administratif et financier à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Il existe des limites à la surveillance financière en raison de la relation sans lien de dépendance qui existe entre le BCP et l'Enquête nationale.

Le présent rapport financier trimestriel illustre les résultats de l'exercice en cours relativement au *budget principal des dépenses de 2018-2019* .

Le BCP surveille de près les opérations de paye pour cerner et régler rapidement les paiements insuffisants et en trop et continue d'appliquer les mesures d'atténuations mises en place en 2016.

Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes

L'environnement opérationnel du BCP n'a pas changé de manière significative au cours du dernier trimestre au moment où il continue de réaliser les priorités du mandat du gouvernement.

Approbation des cadres supérieurs:

Michael Wernick
Greffier du Conseil privé et
Secrétaire du Cabinet

Matthew Shea
Sous-ministre adjoint,
Direction des services ministériels
et Dirigeant principal des finances

Ottawa, Canada
29 août 2018

Bureau du Conseil privé

ANNEXE A

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018

ÉTAT DES AUTORISATIONS *(non vérifié) (note 2)*

(en milliers de dollars)	Exercice 2018-2019			Exercice 2017-2018		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	**149 935**	**32 959**	**32 959**	163 047	27 531	27 531
Autorisations législatives budgétaires						
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	**15 727**	**3 932**	**3 932**	15 904	2 436	2 436
Premier ministre - Traitement et allocation pour automobile	**178**	**44**	**44**	174	44	44
Ministre de l'Infrastructure, des Collectivités et des Affaires intergouvernementales et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec - Traitement et allocation pour automobile	-	-	-	-	-	-
Leader du gouvernement à la Chambre des communes - Traitement et allocation pour automobile	**86**	-	-	84	-	-
Ministre des Institutions démocratiques - Traitement et allocation pour automobile	**86**	**22**	**22**	84	7	7
Ministre d'État (Réforme démocratique) - Allocation pour automobile	-	-	-	-	-	-
Ministre d'État et whip en chef du gouvernement - Allocation pour automobile	-	-	-	-	-	-
Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	**6**	-	-	34	-	-
Autorisations budgétaires totales	**166 017**	**36 957**	**36 957**	179 329	30 017	30 017
Autorisations totales	**166 017**	**36 957**	**36 957**	179 329	30 017	30 017

Note 1: Inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Bureau du Conseil privé

ANNEXE B

Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre terminé le 30 juin 2018

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant *(non vérifié) (note 2)*

(en milliers de dollars)	Exercice 2018-2019			Exercice 2017-2018		
	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Dépenses prévues pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 30 juin 2017	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
Dépenses budgétaires:						
Personnel	**119 541**	**29 843**	**29 843**	115 784	24 285	24 285
Transports et communications	**6 303**	**835**	**835**	11 626	857	857
Information	**5 261**	**521**	**521**	7 148	403	403
Services professionnels et spéciaux	**26 531**	**4 422**	**4 422**	26 949	2 846	2 846
Location	**1 807**	**439**	**439**	3 210	527	527
Services de réparation et d'entretien	**2 084**	**(305)**	**(305)**	5 257	31	31
Services publics, fournitures et approvisionnements	**516**	**122**	**122**	583	73	73
Acquisition de machines et de matériel	**4 707**	**568**	**568**	4 302	516	516
Paiements de transfert	**-**	**132**	**132**	4 500	-	-
Charges de la dette publique	**-**	**-**	**-**	-	-	-
Autres subventions et paiements	**351**	**380**	**380**	44	480	480
Dépenses budgétaires brutes totales	**167 102**	**36 957**	**36 957**	179 404	30 017	30 017
Moins les revenus affectés aux dépenses :						
Revenus	**(1 085)**	**-**	**-**	(75)	-	-
Total des revenus affectés aux dépenses	**(1 085)**	**-**	**-**	(75)	-	-
Dépenses budgétaires nettes totales	**166 017**	**36 957**	**36 957**	179 329	30 017	30 017

Note 1: Inclut que les autorisations disponibles pour chacun des exercices financiers respectifs et accordées par le Parlement à la fin du trimestre (budget gelé de 349 k$ inclus pour 2018-2019).

Note 2: Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Note 3: Article courant Services de réparation et d'entretien - Transaction de recouvrement avec un autre ministère dont le montant a été surévalué sera ajusté dans le rapport du deuxième trimestre.